

Conférence française sur la biodiversité :

Sauver la biodiversité ? une question de créativité et de démocratie

Les 10, 11 et 12 mai 2010 s'est tenue, à Chamonix, la conférence de la France sur la biodiversité. Nous étions autour de 400 participants, invités par le Ministère de l'écologie. Le thème proposé était au cœur des préoccupations : « Quelle gouvernance pour réussir ensemble ? ».

Processus encore à venir

Sur chacune des chaises bien alignées, nous trouvons deux documents : la liste des participants et un dossier de trois pages intitulé : « Rapportage des ateliers de créativité ».

Voici un aperçu du contenu de ce dernier document :

Atelier espèces exotiques envahissantes

Idées incontournables :

- Développer l'éducation, la sensibilisation, la formation, l'information et la communication de l'ensemble des acteurs spécialisés (paysage...), les élus et le grand public.
- Ne pas séparer la sensibilisation d'une information globale sur la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes.
- Rôle de l'Éducation nationale pour inscrire la biodiversité dans les manuels scolaires.

Changer les comportements des producteurs et des consommateurs par l'information des citoyens et des consommateurs...

Créer de nouveaux espaces de concertation

Promouvoir la biodiversité comme une valeur positive par des actions concrètes en matière de culture et d'éducation tout au long de la vie

Commencer, dès l'école, à faire comprendre à chacun ce qu'est la responsabilité environnementale...

En conclusion de la synthèse, parmi les huit idées transversales aux ateliers qui ont été retenues, la première citée est : « Construire ensemble un système de connaissance » (plusieurs fois, le cloisonnement sera dénoncé lors des discussions), et la deuxième : « Sensibilisation, éducation, formation : processus encore à venir ».

Constat d'échec

On peut dire que l'éducateur à la nature et à l'environnement se sentait bienvenu dans cette assemblée constituée principalement de conservateurs de la nature. Les thèmes de l'éducation, de la sensibilisation, de la formation, de l'information sont sans cesse revenus dans les propos des orateurs.

Il faut tout de suite signaler le parti pris courageux des organisateurs du colloque. Ils ont misé sur la capacité des participants à trouver ensemble des voies nouvelles. Une option qu'on ne peut que soutenir d'autant plus que les moyens de réussir dans ce chemin périlleux ont été pris en faisant appel à la société « Synapse » qui a démontré des aptitudes méthodologiques évidentes. Il fallait que les participants, assez déstabilisés pour certains, jouent le jeu. Ainsi, la secrétaire d'État, Chantal Jouanno, qui a ouvert le colloque, finira son propos en faisant appel à notre liberté et en nous exhortant : « soyez créatifs ».

Toute la deuxième journée a été consacrée à un travail en « atelier de créativité ». Nous étions dix par groupe, réunis autour d'une table sous la houlette d'un animateur formé la veille. La feuille de route de l'animateur était très rigoureuse. La grande majorité des participants a répondu présent, alors on peut dire que ça a fonctionné.

Cette posture, qui en a surpris plus d'un, est en fait logique, car elle répond au constat d'échec sur lequel s'ouvre le colloque. La France, avec les autres pays des Nations Unies, avait pris, en 2002, à Johannesburg, l'engagement d'arrêter l'érosion de la biodiversité en 2010. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) dresse un bilan sans appel : « Les dirigeants mondiaux n'ont pas réussi à tenir les engagements qu'ils avaient pris en 2002 pour réduire le taux global de perte de biodiversité d'ici 2010... ».

Nous sommes dans une mauvaise situation et certains se souviennent qu'ils n'y croyaient pas du tout, dès 2002, à notre capacité d'atteindre cet objectif. Un participant a dit, à la fin de la dernière plénière, qu'il ne voudrait pas qu'on reprenne le même type d'engagement pour 2020. Il a raison de s'inquiéter, car on a, par moment, l'impression qu'on en prend le chemin. C'est effectivement la crédibilité des gouvernements et de tous les scientifiques qui travaillent sur la question qui est en jeu.

Se mettre en projet, c'est améliorer les relations

Descendus de l'autobus, sacs posés en sécurité, nous avons été invités à un buffet au septième étage d'un hôtel du centre de Chamonix. Du balcon, on admirait le Mont-Blanc qu'on pouvait, par moment, deviner entre deux nuages. Il y avait des têtes connues : le CIRAD, la recherche agronomique pour le développement; la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO); l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN); les Parcs nationaux; des amis de Martinique, de Guyane, de Mayotte, et même de Saint-Pierre et Miquelon; de même que la secrétaire d'État, Chantal Jouanno. Je suis allé saluer cette dernière entre autres pour l'inviter de vive voix à notre journée nationale de l'EEDD (éducation à l'environnement et au développement durable) au Palais d'Iéna le 29 octobre.

La première après-midi a été rude pour l'amateur d'oxygène et de grands espaces. Trois sessions se sont succédé à un rythme effréné. On a à peine eu le temps de respirer. Gilles Bœuf, du Muséum d'histoire naturelle et Jacques Weber, du CIRAD, ont fait, en introduction, une ode à la biodiversité en parlant des 1000 espèces de bactéries différentes que nous avons tous dans nos tubes digestifs. En précisant que les flores intestinales des 400 personnes présentes étaient toutes différentes, ils ont rapproché sérieusement l'auditeur du sujet. En gros, cela voulait dire que si tu tiens à ta santé, tiens à la biodiversité et devient l'ami des bactéries. Ils ont proposé d'en finir avec « l'extériorité » de la nature. On ne peut pas penser la nature en dehors de la société. On ferait bien d'en finir aussi avec l'unité de la nature. L'idée de la complexité vue comme un avantage est apparu à plusieurs reprises. On a parlé de l'intérêt général des humains et des « non humains ».

Anne-Marie Ducroux, l'ancienne présidente du Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD), a mis de l'avant la crise de confiance dont souffre la démocratie représentative. Elle a dit qu'il vaut mieux représenter la société avec des « coalitions d'acteurs organisés », que « le processus doit être perçu comme authentique ». Elle évoque la transparence. Elle a dit que « la nature est muette dans nos débats ». Elle a également parlé d'une vérité familière aux praticiens de la pédagogie active : « se mettre en projet, c'est améliorer les relations ». Nous devons apprendre à « faire société » avec la nature.

L'Homme n'est pas un empire dans un empire

Plusieurs personnes se sont prononcées sur le sujet. Valérie David, de la société Eiffage, a été approuvée par l'assistance quand elle a dit : « l'État ne parle pas d'une seule voix », « l'État central n'est pas toujours d'accord avec l'État en région ». Très critique sur le résultat des concertations, elle a été très applaudie. Un élu a raconté plus tard comment certains parlementaires défendent un texte à l'assemblée et prennent, la même semaine, dans leurs circonscriptions des positions allant à l'encontre de la politique prônée au niveau national. On peut effectivement s'interroger sur l'authenticité du processus. Éliane Giraud, des Parcs régionaux, a dit qu'on « apprend tout au long de sa vie » et a souligné l'importance de la culture commune. Christophe Aubel de la Ligue ROC, de France nature environnement (FNE) et d'UICN, a parlé du besoin d'animateur des processus de concertation. Jean-Pierre Giran, des Parcs nationaux de France, a évoqué la peur des élus locaux d'entrer dans les processus de concertation. Cela semble particulièrement flagrant dans les Calanques. « Les électeurs ne s'intéressent pas à la nature, mais aux prés et au prix du mètre carré... ». « Nous n'avons pas de Nicolas Hulot local », déplore t-il. « La Pravda, c'est Var-matin ».

Plusieurs fois, nous avons entendu parler du besoin de pédagogie et de l'immaturation des électeurs. Cela m'a motivé à poser la question : ne serait-il pas judicieux de penser à mettre des spécialistes de l'EEDD dans les futures agences de la nature qui semblent se profiler à l'horizon? Hélas, le temps étant compté, il n'y a pas eu de retour de la tribune après les questions et interventions de la salle.

Pour Odile Gauthier, du Ministère du développement durable (MEEDDM), c'est à cause d'un problème de gouvernance qu'on n'a pas réussi. Pour Michel Juffé, du Conseil général à l'environnement et au développement durable (MEEDDM), « stopper c'est défensif ». Ce qu'il faut c'est « valoriser et mettre en valeur ». Il dit qu'on n'est pas « quelque chose d'externe », alors qu'il n'y a pas d'exception humaine. Il a même cité Spinoza : « L'Homme n'est pas un empire dans un empire ». C'est lors de cette table ronde que nous avons entendu le chercheur dire : « on n'a pas réussi à rencontrer les gens de l'Éducation nationale ». Il a ajouté : « on pourrait renouer avec les

leçons de choses, pas sous forme de cours, mais sous forme d'exploration ». On est revenu, une nouvelle fois, à parler de concertation et de « co-construction de la décision publique ». Dommage que les 400 participants aient eu très peu de temps pour s'exprimer.

10 346 post-it

Le deuxième jour, comme évoqué plus haut, nous avons été invités à être créatifs. Un des constats de départ est qu'il « existe un déficit de prise de conscience ». C'est toujours la faute des pêcheurs, des agriculteurs, des élus... et les responsabilités collectives sont rarement reconnues. Le responsable de « Synapse » nous a invité à nous promener entre imaginaire et réalité. Nous étions déjà en groupe quand il nous a donné les règles de base :

1. Suspendez le jugement; ne critiquez pas; évitez les « pas le temps », « pas pour nous », « déjà fait », « trop cher » ou « ha ! c'est génial ».
2. L'imagination la plus folle est la bienvenue : expression libre et spontanée.
3. Cherchez la quantité; exprimez-vous par phrases très courtes.
4. Associez les uns aux autres; valorisez les idées du groupe; « piquez » les idées des autres; ne pas faire de débat; transformez les critiques en positif; écrivez sur les post-it en lettres majuscules.

Nous sommes passés par de petits jeux pour nous mettre en condition. Puis, nous avons, en équipe de deux, écrit sur nos post-it les idées qui nous venaient sur la question que nous avons choisie autour de la prise de décision. Nous avons ensuite fait cinq « patates » en rapprochant les idées proches. Nous avons fait à nouveau des groupes de deux pour trouver de nouvelles idées. Les 326 participants de cette séquence étaient organisés en 33 tables. Ils ont produit 165 idées et auraient utilisé 10 346 post-it. C'était très actif. Bernard Chevassus au Louis, de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), a produit ces chiffres le lendemain matin. D'abord, la biodiversité devrait être une « valeur centrale dans notre société » et ensuite, elle devrait être un « objectif politique majeur ». Il a repéré huit chantiers communs :

- 1 : Information, formation, et sensibilisation : un processus encore à venir
- 2 : Le dialogue entre les acteurs, dont « apprendre à dialoguer dès l'enfance »
- 3 : Expertise collégiale
- 4 : Combiner les échelles de la nature et les échelles des hommes
- 5 : Nouveaux contrats pour agir ensemble
- 6 : Construire ensemble un système de connaissance approprié
- 7 : Labéliser, certifier
- 8 : Apprivoiser les outils économiques

En conclusion, il a dit que 92% du territoire est privé et que nous devons parler du devoir de gestion d'un bien commun.

Nous avons à passer un traité d'amitié

Le président du colloque, Jean-Claude Ameisen, médecin membre du comité consultatif national d'éthique qui a présidé le comité d'éthique de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), a pris la parole avec encore plus de passion que les fois précédentes. Il a vu, en observant les travaux de la veille, le « mélange entre passion et expertise ». Il dit qu'il faut revenir aux questions fondamentales : « Qu'est-ce que l'école?, Qu'est-ce que la connaissance?, Quel contrat social?, Qu'est-ce que la vie ?, Qu'est-ce qu'un bien commun? ». Il a dit en citant Paul Ricoeur : « On entre en éthique quand on pense soi-même comme l'autre ». Dans ses propos il revenait à chaque fois à l'école. La question est de faire entrer la biodiversité dans la culture. Il a parlé plusieurs fois de l'art : « Faire entrer la nature dans la culture ». Il a dit que la démocratie est le « meilleur moyen de lutter contre les famines ».

Un intervenant a parlé de « démocratie vivante », ce qui a laissé supposer qu'il trouve sans doute la nôtre un peu moribonde. « Nous devons revisiter ce qu'il y a de plus essentiel ». Hélène Vestur, conseillère d'État, a dit que « la stratégie pour la biodiversité, ce n'est pas une politique comme une autre ». Elle a aussi parlé de « devoir sacré » et d'un « horizon d'éternité ». Quant à Philippe Roch, ancien secrétaire d'État à l'environnement de la Suisse, il est revenu sur la nécessité de miser sur l'éducation : « c'est bien de parler d'éducation, mais il faut la faire », « il n'y a rien dans les programmes scolaires concernant la nature et l'environnement », « ce qui manque c'est l'humus, c'est la viande : il faut aller sur le terrain ».

Yves Paccalet, journaliste, est allé dans le même sens en soulignant le manque du mot plaisir. « Le dénominateur commun, pour moi, c'est le plaisir. On a besoin de ces espèces autour de nous. ». Il a rajouté que « la loi, l'éducation, c'est essentiel », mais qu'il faut aussi « faire ressortir l'idée de plaisir » et aller vers un « traité d'amitié avec tout le monde ». Philippe Roch a dit : « la folie de la croissance dans laquelle nous vivons est une absurdité ». Hélène Vestur a proposé de « faire de la biodiversité une nouvelle valeur » et d' « inscrire la biodiversité dans le droit ». Yves Paccalet a dit : « Nous avons à passer un traité d'amitié avec tous les éléments de la biosphère ». Il a aussi évoqué les années passées à bord de la Calypso avec le commandant Cousteau qui lui avait dit : « j'ai vu des spectacles de la nature que vous ne verrez jamais ». Maintenant, c'est lui, Yves Paccalet, qui peut nous le dire : nous ne verrons jamais les spectacles qu'il a vu. Philippe Roch a évoqué les paysans malheureux dans leur rôle et a dit que ce ne serait pourtant « pas compliqué de changer les choses ». L'idée d'aller plus loin dans la démocratie et d'impliquer les populations dans les décisions est revenue. Un universitaire de Rennes a été le premier à s'exprimer dans la salle. Il a parlé de la DCE en disant que « la France n'arrivera pas aux objectifs de 2015 ». On semble aller d'échec en échec!

Notre projet de civilisation

Au moment de la conclusion, Anne-Marie Ducroux a dit : « la SNB est faible, pourquoi on n'a pas pu mobiliser les régions? Pourquoi on n'a pas pu mobiliser les entreprises? ». Elle a invité à « organiser des coalitions d'acteurs » et que des « contrats soient passés devant des comités de citoyens ». Comme Jean-Louis Borloo, initialement annoncé, n'est pas venu, c'est Jean-Marc Michel, directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature du Ministère du développement durable, qui a dit les mots de conclusion. Il a retenu que nous avons « remis la question du territoire au cœur de la question de la biodiversité ». Il a aussi rappelé qu'au niveau international, l'idée de créer

l'équivalent du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour la biodiversité est toujours d'actualité. Il nous a dit que « toutes vos idées, toutes vos propositions vont revenir en interpellation du pouvoir ».

Nous avons vécu trois jours intenses et riches. Nous pouvons dire que le ministère a bien fait les choses. L'agréable a été joint à l'utile quand nous étions au moment des pauses ou au restaurant à manger la tartiflette et à boire du blanc de Savoie, après avoir contemplé la mer de glace à 1900 m d'altitude. Tous les moments informels se sont passés dans une très bonne humeur. Ce que nous retiendrons, c'est que, oui, la question de la préservation de la biodiversité est plus grave que toutes les autres. Cette question dépasse complètement les seuls acteurs les plus concernés. Elle questionne notre projet de civilisation. Nous avons entendu parler de « culture », de « valeurs », de « démocratie ». C'est à ce niveau là que ça se joue. C'est bien la gouvernance de nos sociétés qu'il faut interroger et c'est bien en stimulant la créativité que nous trouverons des sorties. L'éducateur à la nature et à l'environnement s'en va un poil rassuré. Les conservateurs de la nature portent un regard insistant sur l'éducation, l'information, la formation et ils y voient une clé. Espérons qu'il soit bientôt possible de nous en servir réellement de cette clé et pas seulement du bout des doigts comme aujourd'hui. L'éducation pour la vie et la démocratie doit être une réalité d'aujourd'hui et plus « un processus à venir ».

<http://www.agoravox.fr/actualites/environnement/article/sauver-la-biodiversite-une-75385>